

<https://www.pressegauche.org/Des-centaines-de-groupes-de-plus-de-8-millions-de-membres-appellent-a-l-e-galite>



Des centaines de groupes de plus de 8 millions de membres appellent à l'égalité des droits et au statut d'immigration



p pour les personnes

Date de mise en ligne : mardi 15 septembre 2020

migrantes au coeur de la relance en contexte de

COVID-19`

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

- Politique canadienne - Mouvement syndical canadien -

Ce matin, alors que le cabinet libéral fédéral se réunit afin de définir ses priorités pour le discours du Trône, plus de 280 organisations représentant 8 millions de personnes appellent à une société juste avec des droits égaux pour les personnes migrantes.

Des leaders spirituels, syndicaux, climatiques et autochtones envoient une lettre au premier ministre Trudeau dans laquelle ils déclarent : « *Nous appelons à un système d'immigration à un seul palier, où tout le monde au pays possède les mêmes droits. L'ensemble des personnes migrantes, réfugiées et sans papiers au pays doivent être régularisés et recevoir le statut d'immigration complet dès maintenant et sans exception. Toute personne migrante qui arrivera à l'avenir doit pouvoir le faire avec un statut d'immigration complet et permanent.* » La lettre complète et la liste des signataires seront publiées lors de la conférence de presse.

*La déclaration complète et la liste des signataires se trouvent ici :

www.StatutpourTous.ca <<http://www.StatutpourTous.ca>> .*

Les personnes migrantes au Canada sont durement touchées par la COVID 19, avec plusieurs décès et des milliers de personnes incapables d'accéder aux soins d'urgence et au soutien sur lesquels d'autres canadiens peuvent compter. Au moins 1 300 travailleurs agricoles ont contracté la COVID-19 rien qu'en Ontario. La pandémie a révélé à quel point le Canada dépend des personnes migrantes pour cultiver nos aliments, prendre soin de nos familles, livrer nos colis et soutenir nos écoles. Et pourtant, alors que les personnes migrantes forment l'épine dorsale de ce pays, elles sont reléguées à une classe défavorisée avec des droits inférieurs aux normes et un statut précaire, ce qui aggrave leurs difficultés. Trudeau a promis « de rebâtir en mieux ». Cela doit inclure l'égalité des droits et le plein statut d'immigration pour les personnes migrantes.

« *Pendant trop longtemps, les travailleurs migrants se sont vu refuser l'égalité des droits au Canada. Ils et elles ont été soumis à la corruption des recruteurs, à l'exploitation des employeurs, aux salaires de misère, au travail dangereux, au harcèlement, à l'intimidation, à la discrimination et aux menaces d'expulsion. Aujourd'hui, le mouvement syndical, non seulement ici en Ontario, mais partout au pays, réaffirme cet appel à un statut d'immigration complet et permanent pour tous et toutes* », a déclaré Patty Coates, présidente de la Ontario Federation of Labor. La OFL est la plus grande fédération syndicale provinciale au Canada, représentant plus d'un million de travailleurs ontariens membres de 54 syndicats affiliés. Les fédérations syndicales provinciales représentant les syndicats de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, des Territoires du Nord, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Saskatchewan et du Yukon sont également signataires de la déclaration.

La lettre initiée par le Réseau des droits des migrants - la seule coalition nationale dirigée par des personnes migrantes au Canada - souligne que « *Les personnes migrantes, réfugiées et sans-papiers veulent prendre soin de leur famille et être des membres actifs de leur communauté. Mais les règles fédérales d'immigration font pencher la balance contre eux et elles.*

« *Le Canada est le dixième plus grand contributeur aux changements climatiques mondiaux, ce qui oblige des millions de personnes à quitter leurs communautés alors qu'elles fuient la destruction de l'environnement, les conflits provoqués par la raréfaction croissante des ressources et les appropriations massives des terres pour céder la place à d'immenses projets de développement - y compris des activités minières et extractivistes. Les personnes migrantes qui arrivent au Canada méritent de vivre dans la dignité, le respect et avec un statut. Le gouvernement canadien peut et doit faire des choix dès maintenant pour permettre à la bienveillance et à la solidarité qui façonnent*

notre expérience du présent de transformer notre avenir », déclare Catherine Abreu, directrice générale de Climate Action Network, la plus grande coalition climatique du Canada représentant plus de 100 organisations.

De grandes organisations environnementales, dont 350.org, The Leap, le Conseil des Canadiens, Environmental Defence Canada, Blue Green Canada et le Wilderness Committee, ont également ajouté leurs voix à la lettre ouverte dans laquelle on peut lire : « *Le statut d'immigration complet pour tous et toutes est une étape essentielle vers l'élimination des inégalités sur le lieu de travail et une étape nécessaire pour une transition vers une économie domestique juste et durable.* »

« *Les moments extraordinaires exigent une action audacieuse. En franchissant cette étape, le Canada soutiendra non seulement notre population et fera non seulement croître notre économie, mais nous renforcerons les familles, honorerons les travailleur.euse.s essentiel.le.s et bâtirons une communauté cohésive avec nos voisins. Le statut pour tous et toutes représente à la fois la justice raciale, syndicale et sociale - réunies en une seule. C'est le gros bon sens* », a ajouté Jennifer Henry, directrice générale de KAIROS : Canadian Ecumenical Justice Initiatives. KAIROS est une coalition confessionnelle canadienne de dix églises et organisations religieuses. L'Église unie du Canada, la Islamic Social Services Association, les Loretto Sisters in Canada et le Bureau de l'archevêque national autochtone anglican sont également signataires de la lettre.

Au cours des six derniers mois, les membres du Réseaux des droits des migrant.e.s ont organisé plus de 30 manifestations pour obtenir un statut d'immigration complet et permanent pour tous et toutes. La lettre ouverte d'aujourd'hui, signée par des organisations représentant tous les secteurs de la société à travers le pays, montre que les personnes migrantes ne sont pas seules. La prochaine journée d'action pancanadienne pour un programme complet de régularisation aura lieu dimanche le 20 septembre.

La lettre souligne à quel point « la COVID-19 a révélé de profondes inégalités dans notre société. Les failles sont sexuées et racialisées : les pires impacts sont ressentis par les femmes et les communautés autochtones, noires et basanées.

Lindsey Bacigal, directrice des communications pour Indigenous Climate Action, une organisation nationale pour le climat dirigée par des autochtones, est d'accord et ajoute que « Les personnes migrantes et les peuples autochtones partagent des expériences similaires d'injustice dans le soi-disant Canada. Un statut complet et permanent pour tous et toute est une étape importante pour y remédier, tout en oeuvrant à la création d'un avenir juste et équitable où nos communautés pourraient faire davantage que survivre, mais aussi prospérer. C'est ce qui permet aux systèmes d'oppression - et à ceux qui les soutiennent - de continuer à bénéficier des injustices auxquelles nos communautés sont confrontées.

Mark Hancock, président national du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) ajoute que « Des milliers de travailleur.euse.s migrant.e.s et de sans-papiers, principalement des travailleur.euse.s racisé.e.s, accomplissent un travail essentiel qui bénéficient à tous et toutes. Ils et elles sont exploité.e.s en raison de leur statut d'immigration, et cela doit cesser. Le SCFP soutient les travailleur.euse.s migrant.e.s dans leur lutte contre la discrimination, les bas salaires et les conditions dangereuses, et demande au gouvernement canadien de mettre fin à ce traitement injuste et inégal et de veiller à ce que l'ensemble des personnes migrantes, réfugiées et sans papiers aient le droit de vivre et de travailler au Canada. » Le SCFP, le plus grand syndicat du Canada, est signataire de la lettre, avec Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada. Le syndicat des Métallos, la National Union of Public and General Employees et la section locale 2 du SEIU font partie des nombreux signataires syndicaux nationaux et provinciaux.

Parmi les autres signataires, il y a notamment Oxfam, La Ligue des droits et libertés, AQOCI, l'Association canadienne des libertés civiles, ACORN, Leadnow, la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, SumofUs et l'Alliance canadienne du secteur de l'établissement des immigrants.